

Critérium 4 : Kennis van de mechanismen inzake financiële tegemoetkomingen van de overheid

— Beschikbare hulp voor de verschillende overwogen verbeteringen (bronnen, bedragen,...).

Critérium 5 : Conclusies

— Bondige opsomming van de meest relevante beslissingen die genomen moeten worden met het oog op de verbetering van de toestand naar gelang van de doelstelling.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2010 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE) en van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen.

Namen, 16 september 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 3412

[2010/205109]

16 SEPTEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses modifications aux réglementations agricoles

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (Règlement "OCM unique"), modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 513/2010 de la Commission du 15 juin 2010;

Vu le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les Règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1782/2003;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, 1^o, remplacé par l'article 214, 1^o, de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 relatif aux investissements pour le secteur agricole;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale;

Considérant que, dans la poursuite des assouplissements entamés dans la gestion des quotas, il y a lieu de maintenir la structure existante en facilitant l'installation et l'activité de producteurs laitiers :

— d'une part, en permettant le transfert d'une exploitation reprise ou créée depuis moins de neuf ans et tous les quotas à un preneur en première installation et sans aucun lien de famille avec le cédant;

— d'autre part, en portant de fin novembre à fin février de la période concernée la date limite d'introduction des dossiers de reprise, création d'exploitation, constitution de Groupements de Producteurs laitiers (GPL) ou d'Association de Producteurs laitiers (APL);

Considérant que l'interdiction qui était faite aux producteurs laitiers qui donnaient du quota en location (leasing de quota) de bénéficier de la réallocation du Fonds, pour éviter le commerce de quotas acquis à prix modéré via le Fonds, n'a plus de raison d'être, vu l'évolution du secteur laitier et la fin annoncée de quotas;

Vu l'avis 48.669/2/V du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} septembre 2010 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006, l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 2007, l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2007 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au point 6^o, b1, tiret 4, les mots "l'ancienne commune où est située l'unité de production laitière utilisée par le groupement de producteurs laitiers ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine" sont remplacés par les mots "la zone";

2^o au point 6^o, b4, tiret 3, le mot "chacun" est remplacé par les mots "une majorité";

3^o au point 6^o, c2, tiret 3, les mots "l'ancienne commune où sont situées les unités de production laitière de chacun des associés ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine" sont remplacés par les mots "la zone";

4^o au point c3, tiret 3, le mot "chacun" est remplacé par les mots "une majorité";

5^o le point 12^o est supprimé;

6° au point 15°, § 1^{er} :

— alinéa *b* : les mots "l'ancienne commune où est située l'unité de production laitière reprise avec les quantités de référence visées au point *a* ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine" sont remplacés par les mots "la zone";

— alinéa *d*, les mots "et soit son parent ou allié au premier degré ou son parent collatéral au deuxième degré ou son conjoint" sont supprimés;

7° au point 17° :

— la rubrique 2) est remplacée par la disposition suivante : "l'unité de production laitière du producteur-cessionnaire et celle du producteur-cédant sont situées dans la zone ou territoire de la zone";

— à la rubrique 6), les mots "et qui est son parent ou allié au premier degré ou son parent collatéral au second degré ou son conjoint" sont supprimés.

Art. 2. Dans l'article 5 du même arrêté, au point *a*, les mots "l'ancienne commune où est située l'unité de production laitière dont elles font partie et à partir de laquelle les livraisons et/ou les ventes directes, comptabilisées par l'administration sur la quantité de référence à transférer, étaient effectuées le 31 mars 2002, ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine" sont remplacés par les mots "la zone".

Art. 3. Dans l'article 9, § 3, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au point 3°, les mots "point 15°" sont remplacés par les mots "points 15° et 17°";

2° au point 5° :

— à l'alinéa 1^{er}, les mots "l'ancienne commune où se situaient les installations de l'unité de production laitière à partir de laquelle les livraisons et/ou les ventes directes comptabilisées par l'administration sur la quantité de référence à transférer étaient effectuées au 31 mars 2002, ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine. Le retour à la réserve nationale s'applique également lorsque les terres transférées ne sont pas situées sur le territoire de l'ancienne commune où se situent l'installation laitière et/ou l'étable d'une unité de production du cessionnaire ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine" sont remplacés par les mots "la zone";

— l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 4. Dans l'article 10 du même arrêté, les mots "600 000 litres" sont remplacés par "690 000 litres" et les mots "800 000 litres" par "920 000 litres".

Art. 5. Dans l'article 14, § 2, alinéa 1^{er}, les mots "ou de constitution d'un groupement de producteurs laitiers" sont supprimés et les mots "Toutefois, en cas de transferts visé à l'article 1^{er}, 15° ou 17°, et en cas de constitution de groupement de producteurs laitiers ou d'associations de producteurs laitiers, les demandes de transferts peuvent être introduites jusque fin février de la période." sont insérés entre les mots "30 novembre de la période." et les mots "Lorsqu'une demande de constitution d'un producteur tel que visé à l'article 1^{er}, 6°, *b*".

Art. 6. Dans l'article 15 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, 6°, point *b*, les mots "toutefois, en cas de transfert visé à l'article 1^{er}, 15° ou 17°, et en cas de constitution de groupement de producteurs laitiers ou d'associations de producteurs laitiers, les demandes peuvent être introduites jusque fin février de la période" sont ajoutés;

2° au § 2, le point 6° est supprimé.

Art. 7. A l'article 7, § 1^{er}, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, les mots "exerce son activité à titre principal ou non-principal" sont remplacés par "dispose d'une expérience pratique".

Art. 8. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2009 portant application de l'article 76bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, le mot "août" est remplacé par "décembre".

Art. 9. A l'article 18, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune, le mot "trois" est remplacé par "deux".

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 septembre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 3412

[2010/205109]

16. SEPTEMBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung verschiedener Änderungen der landwirtschaftlichen Regelungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates vom 22. Oktober 2007 über eine gemeinsame Organisation der Agrarmärkte und mit Sondervorschriften für bestimmte landwirtschaftliche Erzeugnisse dieses Sektors (Verordnung über die "einheitliche GMo"), zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 513/2010 der Kommission vom 15. Juni 2010;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates vom 19. Januar 2009 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1290/2005, (EG) Nr. 247/2006 und (EG) Nr. 378/2007 und der Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, § 1, 1°, ersetzt durch Artikel 214, 1° des Gesetzes vom 29. Dezember 1990 zur Festlegung sozialer Bestimmungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

In der Erwägung, dass die bestehende Struktur im Rahmen der weiteren Lockerung im Bereich der Quotenregelung bei zu behalten ist und gleichzeitig die Einrichtung und die Aktivität der Milcherzeuger zu erleichtern ist:

— einerseits indem die Übertragung eines seit weniger als neun Jahren übernommenen oder gegründeten Betriebs und aller Quoten im Rahmen einer ersten Niederlassung auf einen Übernehmer, der mit dem Überlasser weder verwandt noch verschwägert ist, erlaubt wird;

— andererseits indem das äußerste Datum für das Einreichen der Akten betreffend eine Übernahme, eine Betriebsgründung, eine Bildung einer Milcherzeugergemeinschaft (MEG) oder einer Milcherzeugervereinigung (MEV) von Ende November auf Ende Februar des betreffenden Zeitraums verschoben wird;

In der Erwägung, dass es den Milcherzeugern, die Quoten verleasten (Quotenleasing) untersagt war, in den Genuss der Neuaufteilung des Fonds zu gelangen, wodurch der Handel mit Quoten, die über den Fonds zu einem günstigen Preis erworben worden waren, vermieden werden sollte, und dass dieses Verbot seine Daseinsberechtigung aufgrund der Entwicklung des Milchsektors und dem angekündigten Ende der Quotenregelung verloren hat;

Aufgrund des am 1. September 2010 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 48.669/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2006, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. März 2007, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2007 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008, wird wie folgt abgeändert:

1^o in Punkt 6^o, b1, Gedankenstrich 4 wird der Wortlaut "der früheren Gemeinde, auf dem die durch die Milcherzeugergemeinschaft benutzten Einrichtungen gelegen sind, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde" durch den Wortlaut "der Zone" ersetzt;

2^o in Punkt 6^o, b4, Gedankenstrich 3 wird der Wortlaut "jedes" durch den Wortlaut "eine Mehrheit" ersetzt;

3^o in Punkt 6^o, c2, Gedankenstrich 3 wird der Wortlaut "der früheren Gemeinde, auf dem die Milchproduktionseinheit jedes Teilhabers gelegen ist, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde" durch den Wortlaut "der Zone" ersetzt;

2^o in Punkt c3, Gedankenstrich 3 wird der Wortlaut "jedes" durch den Wortlaut "eine Mehrheit" ersetzt;

5^o Punkt 12^o wird gestrichen;

6^o in Punkt 15^o, § 1:

— Absatz b: wird der Wortlaut "der früheren Gemeinde, auf dem die Ländereien, die mit den im Punkt a erwähnten Referenzmengen angeführt sind, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde" durch den Wortlaut "der Zone" ersetzt;

— Absatz d: wird der Wortlaut "und er ist mit diesem entweder im ersten Grad verwandt oder verschwägert, oder er ist im zweiten Grad in der Seitenlinie mit ihm verwandt oder aber er ist sein Ehepartner" gestrichen;

7^o in Punkt 17^o:

— wird Rubrik 2) durch folgende Bestimmung ersetzt: "die Milchproduktionseinheit des übernehmenden Erzeugers und die des überlassenden Erzeugers sind in der Zone oder auf dem Gebiet der Zone gelegen";

— in Rubrik 6) wird der Wortlaut "und er ist mit diesem entweder im ersten Grad verwandt oder verschwägert, oder er ist im zweiten Grad in der Seitenlinie mit ihm verwandt oder aber er ist sein Ehepartner" gestrichen.

Art. 2 - In Artikel 5 desselben Erlasses wird unter Punkt a der Wortlaut "der früheren Gemeinde gelegen, auf dem sich die Anlagen der Produktionseinheit befanden, von der die von der Verwaltung auf der zu übertragenden Referenzmenge verbuchten Lieferungen und/oder die Direktverkäufe zum 31. März 2002 ausgingen, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde" durch den Wortlaut "der Zone" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 9 § 3 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1^o in Punkt 3^o wird der Wortlaut "15^o" durch den Wortlaut "15^o und 17^o" ersetzt.

2^o in Punkt 5^o:

— wird in Absatz 1 der Wortlaut "der früheren Gemeinde gelegen, auf dem sich die Anlagen der Produktionseinheit befanden, von der die von der Verwaltung auf der zu übertragenden Referenzmenge verbuchten Lieferungen und/oder die Direktverkäufe zum 31. März 2002 ausgingen, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde. Die Rückführung in die nationale Reserve ist ebenfalls anwendbar, falls die übertragenen Ländereien sich nicht auf dem Gebiet der früheren Gemeinde, auf dem die Milchanlagen und/oder die Stallungen einer Produktionseinheit des Übernehmers gelegen sind, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde" durch den Wortlaut "der Zone" ersetzt.

— wird Absatz 2 gestrichen.

Art. 4 - In Artikel 10 desselben Erlasses wird der Wortlaut "600 000 Liter" durch den Wortlaut "690 000 Liter" und der Wortlaut "800 000 Liter" durch den Wortlaut "920 000 Liter" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 14, § 2, Absatz 1 wird der Wortlaut "oder auf Bildung einer Milcherzeugergemeinschaft" gestrichen und wird zwischen dem Wortlaut "30. November des Zeitraums einzureichen" und dem Wortlaut der Wortlaut "Falls ein Antrag auf Bildung einer Erzeugergemeinschaft gemäß Artikel 1 6^o, b" der Wortlaut "Bei den in Artikel 1 15^o und 17^o angeführten Übertragungen und im Falle der Bildung von Milcherzeugergemeinschaften oder Milcherzeugervereinigungen, können die Anträge auf Übertragungen bis Ende des Monats Februar des Zeitraums eingereicht werden" eingefügt.

Art. 6 - In Artikel 15 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 6° Punkt *b*, wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: "Bei den in Artikel 1 15° und 17° angeführten Übertragungen und im Falle der Bildung von Milcherzeugergemeinschaften oder Milcherzeugervereinigungen, können die Anträge auf Übertragungen bis Ende des Monats Februar des Zeitraums eingereicht werden".

2° In § 2 wird Punkt 6° gestrichen.

Art. 7 - In Artikel 7 § 1 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor wird der Wortlaut "einer landwirtschaftlichen Tätigkeit nachgeht und zwar entweder hauptberuflich oder nicht-hauptberuflich" durch den Wortlaut "eine praktische Berufserfahrung besitzt" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. September 2009 zur Anwendung von Artikel 76bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor wird das Wort "August" durch das Wort "Dezember" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 18 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2006 zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik wird das Wort "drei" durch das Wort "zwei" ersetzt.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 11 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. September 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft,
ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 3412

[2010/205109]

16 SEPTEMBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering houdende diverse wijzigingen in de landbouwmarktordeningen

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad van 22 oktober 2007 houdende een gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten en specifieke bepalingen voor een aantal landbouwproducten ("Integrale-GMO-verordening"), laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 513/2010 van de Commissie van 15 juni 2010;

Gelet op Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad van 19 januari 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening aan landbouwers in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 1290/2005, (EG) nr. 247/2006 en (EG) nr. 378/2007, en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1°, vervangen bij artikel 214, 1°, van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid;

Overwegende dat in het nastreven van de versoepelingen die zijn opgestart in het quotabeheer, de bestaande structuur dient gehandhaafd te worden, waarbij de installatie en de activiteit van zuivelproducenten vergemakkelijkt moet worden:

— enerzijds, door de overdracht van een bedrijf dat sinds minder dan negen jaar overgenomen of opgericht is, en alle quota aan één overnemer bij de eerste vestiging zonder enige familieband met de overdrager mogelijk te maken;

— anderzijds, door de uiterste datum voor de indiening van de dossiers betreffende de overname, de oprichting van het bedrijf, de oprichting van groeperingen van zuivelproducenten of van verenigingen van zuivelproducenten van einde november naar einde februari van de betrokken periode te verplaatsen;

Overwegende dat het verbod op het genieten van de herverdeling van het Fonds dat aan de zuivelproducenten die quota (quotaleasing) verhuurden, opgelegd was ten einde de handel van quota te voorkomen die via het Fonds tegen een lage prijs zijn verworven, geen reden van bestaan meer heeft, gezien de ontwikkeling van de melksector en het aangekondigde einde van quota;

Gelet op advies 48.669/2/V van de Raad van State, gegeven op 1 september 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de heffing in de sector melk en zuivelproducten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2006, het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 2007, het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2007 en het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in punt 6^o, b1, vierde streepje worden de woorden "de voormalige gemeente waar de melkproductie-eenheid die door de groepering van zuivelproducenten gebruikt is, is gelegen, of op het grondgebied van een voormalige naburige gemeente" vervangen door de woorden "het gebied";

2^o in punt 6^o, b4, derde streepje, worden de woorden "elk lid" vervangen door de woorden "een meerderheid van de leden";

3^o in punt 6^o, c2, derde streepje, worden de woorden "de voormalige gemeente waar de zuivelproductie-eenheden van elke vennoot gelegen zijn of op het grondgebied van een voormalige naburige gemeente" vervangen door de woorden "het gebied";

4^o in punt c3, derde streepje, worden de woorden "elke vennoot" vervangen door de woorden "een meerderheid van de vennoten";

5^o punt 12^o vervalt;

6^o in punt 15^o, § 1 :

— in lid b worden de woorden "de vroegere gemeente waar de met de referentiehoeveelheden bedoeld in punt a overgenomen melkproductie-eenheid gelegen is of op het grondgebied van een vroegere aangrenzende gemeente" vervangen door het woord "het gebied";

— in lid d vervallen de woorden "en zijn bloed- of aanverwant in de eerste graad, zijn bloedverwant in de zijlinie en tweede graad of zijn echtgenoot is";

7^o in punt 17^o :

— wordt punt 2) vervangen door volgende bepaling : "de melkproductie-eenheid van de producent-overnemer en die van de producent-overdrager zijn gelegen in het gebied of op het grondgebied van het gebied";

— in punt 6) vervallen de woorden "en die zijn bloed- of aanverwant in de eerste graad, zijn bloedverwant in de zijlinie en tweede graad of zijn echtgenoot is".

Art. 2. In artikel 5, punt a, van hetzelfde besluit worden de woorden "de oude gemeente waar de melkproductie-eenheid gelegen is en van waaruit per 31 maart 2002 de leveringen en/of rechtstreekse verkopen plaatsvonden die door het Bestuur geboekt werden, of op het grondgebied van een oude naburige gemeente" vervangen door het woord "het gebied".

Art. 3. In artikel 9, § 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in punt 3 worden de woorden "punt 15^o" vervangen door de woorden "punten 15^o en 17^o";

2^o in punt 5^o :

— in het eerste lid worden de woorden "de oude gemeente waar de installaties van de melkproductie-eenheid zich bevonden van waaruit per 31 maart 2002 de leveringen en/of de rechtstreekse verkopen gebeurden die door het bestuur op de over te dragen referentiehoeveelheid geboekt werden, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente. De afname voor de nationale reserve wordt eveneens toegepast indien de overgedragen gronden niet gelegen zijn op het grondgebied van de oude gemeente waar de melkinstallatie en/of de stal van de productie-eenheid van de overnemer zich bevinden, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente" vervangen door de woorden "het gebied";

— vervalt het tweede lid.

Art. 4. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden "600 000 liter" vervangen door de woorden "690 000 liter" en worden de woorden "800 000 liter" vervangen door de woorden "920 000 liter".

Art. 5. In artikel 14, § 2, eerste lid, vervallen de woorden "of oprichting van een groepering van melkproducenten" en worden de woorden "In geval van overdracht zoals bedoeld in artikel 1, 15^o of 17^o en in geval van oprichting van een groepering van zuivelproducenten of van de verenigingen van zuivelproducenten kunnen de aanvragen om overdracht evenwel tot einde februari van de periode ingediend worden." ingevoegd tussen de woorden "op 30 november van de periode." en de woorden "Een aanvraag om oprichting van een producent zoals bedoeld in artikel 1, 6^o, b".

Art. 6. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 1, 6^o, punt b, worden de woorden "in geval van overdracht zoals bedoeld in artikel 1, 15^o of 17^o en in geval van oprichting van een groepering van zuivelproducenten of van de verenigingen van zuivelproducenten kunnen de aanvragen evenwel tot einde februari van de periode ingediend worden" toegevoegd;

2^o in punt § 2 vervalt punt 6^o.

Art. 7. In artikel 7, § 1, 6^o, van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector worden de woorden "zijn activiteit al dan niet hoofdzakelijk uitoefent" vervangen door de woorden "een praktijkervaring heeft".

Art. 8. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2009 houdende toepassing van artikel 76bis van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector wordt het woord "augustus" vervangen door het woord "december".

Art. 9. In artikel 18, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2006 tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid wordt "drie" vervangen door "twee".

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 september 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw,
Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN